

Un baromètre PS sonne « l'alerte »

OPPOSITION Les rouges isolent trois « tendances lourdes » au fédéral.

► Le groupe socialiste à la Chambre, Ahmed Laaouej en tête, livre un « baromètre » mesurant, chiffres à l'appui, l'action du « gouvernement N-VA/MR » depuis 2014.

► Les rouges dégagent trois grandes « tendances » : recul des droits et libertés ; flamandisation et N-VAisation ; précarisation sociale.

► Le baromètre sera « mis à jour régulièrement » d'ici les élections de 2019.

Baromètre PS, première, et ceci n'est pas un sondage : « On n'est pas dans l'opinion, on est dans l'analyse des faits et la constata-

tion », ose Ahmed Laaouej. Un peu aussi dans la campagne avant la maxi-séquence électorale 2018-2019. En attendant, le baromètre rouge du jour est le fruit d'un travail de fourmis (récolte des données, synthèses...) accompli ces dernières semaines par l'équipe de collaborateurs du chef de groupe à la Chambre. Lequel voit « un outil de mesure ergonomique, évolutif, exemplatif » qui retrace l'action de la suédoise depuis le début de la législature, fin 2014, « afin d'identifier les lignes de force ». On dira les « tendances » en langage sondagier. Reliez les pointillés : l'« alliance des trois droites » apparaît nettement, et ce n'est pas un enchantement. Ahmed Laaouej expédie : « Quand les droites libérale, conservatrice et nationaliste se donnent la main, ça donne le gouvernement Michel ». Et le baromètre n'est pas un jeu : « En évaluant l'action du gouvernement, trois domaines se détachent - les droits et li-

bertés, la flamandisation, la précarité - qui donnent à voir un glissement de notre modèle de société vers quelque chose d'autre, à commencer par l'hégémonie culturelle de la N-VA, comme un grand bond en arrière... Il est temps d'alerter l'opinion en fournissant les données utiles, les chiffres, les documents nécessaires. C'est l'objet de notre baromètre, avant d'apporter des réponses, une alternative, et ça, ce sera l'objet, dans un second temps, d'une série de propositions basées, notamment, sur les conclusions du Chantier des idées ».

Faut-il préciser que les rouges tiendront à jour leur baromètre : « Nous le compléterons au fur et à mesure dans cette dernière partie de la législature, il y a une dérive à laquelle nous devons tenter de mettre un point final ». ■

DAVID COPPI

FLAMANDISATION

5
présidences

C'est le nombre de présidences des différents comités chargés de suivre les matières de santé au niveau de l'Inami, toutes aux mains de responsables flamands.

-322 agents

C'est la part manquante en effectifs de police dans la zone Bruxelles-Ixelles, alors que le « cadre » est positif à Anvers, avec 144 agents supplémentaires.

2 milliards

C'est le poids des économies imposées à Infrabel, pour 1 milliard à la SNCB, sachant que les infrastructures - Infrabel - sont en moins bon état en Wallonie, alors que le matériel roulant - SNCB - est plus important en Flandre.

« La N-VA passe, les intérêts francophones dépassent »

Le baromètre PS mêle « flamandisation » et « N-Vaision ». Ahmed Laaouej accuse : « Le MR a abandonné les francophones, ce qui fait les affaires de la N-VA, et Bart De Wever se targue d'évoluer dans un calendrier qui lui permet d'accomplir son programme sans passer par la case séparatisme... ». Ou encore : « Ils font du communautaire en faisant dire au MR qu'ils n'en font pas ». Machiavel ! Là toujours, le baromètre sonne l'alerte, et la Santé publique est première concernée. On lit : « Le gouvernement N-VA/MR a balayé l'avis de scientifiques qui estimaient que plus de numéros Inami devaient être attribués à la Wallonie ; la réforme de la psychothérapie a été réduite à néant pour imposer le modèle dominant en Flandre ; les études de psychomotricité, lancées du côté francophone mais qui n'existent pas en Flandre, ne sont plus reconnues comme profession paradémicale... ». Les rouges passent en revue « les postes clés de l'administration de la Santé, occupés par des Flamands » : Maggie De Block au gouvernement, Pedro Façon en directeur général du SPF Santé publique, Raf Mertens comme directeur général KCE, Jo De Cock est administrateur général de l'Inami, Yolande Avondroodt dirige le comité général de gestion de l'Inami, Ri De Ridder est à la tête de la commission nationale dento-mutualiste, Jo De Cock commande la commission nationale médico-mutualiste, Johan Verstraeten dirige le comité de l'assurance, Marc Justaert emmène le conseil général...

De la Santé publique aux Affaires sociales, c'est la même musique : « Le ministre des Pensions, MR, favorise le deuxième pilier - pensions privées -, largement plus répandu en Flandre ».

La Défense est dans le collimateur : « La N-VA prépare le démantèlement des activités militaires avec la bénédiction du MR : la délocalisation d'une partie de l'Etat-major d'Evere vers Zaventem est à l'étude ; le démantèlement des collections du Musée royal de l'armée situé au Cinquantenaire se prépare sous le monteu au profit des bases de Coxyde, Brasschaat ou Bourg-Léopold... ». Sans oublier le remplacement des F-16 et « l'emploi wallon, grand oublié du futur deal ». Aussi : le sort fait à la politique scientifique. Les rouges ponctuent en livrant les chiffres ayant trait aux « sous-effectifs de police à Bruxelles et sureffectifs à Anvers », en incriminant une réforme de l'impôt des sociétés « qui profite avant tout au modèle des PME en Flandre », et visant « la taxe carat, qui offre un statut fiscal avantageux pour les diamantaires d'Anvers ». Rompez.

D.CI

PRÉCARITÉ

6,7
milliards

Cela représente le prélèvement total sur les ménages les taxes sur l'électricité, le diesel, les sodas... - depuis 2014.

400 euros

C'est la perte due au saut d'index en moyenne par an pour chaque travailleur.

6,5
milliards

C'est la somme des réductions de cotisations sociales au profit du patronat.

« Rien n'est épargné par la machine à précariser »

C'est le gros morceau : « Le gouvernement Michel, une machine à précariser ». On est dans le core business socialiste. Tout y passe. Salaires, pouvoir d'achat, droit du travail, pensions, soins de santé, accès à la Justice, services publics... Dans tous les cas, « on recule », selon les rouges. Qui repartent d'un classique : la « tromperie dénommée tax shift », une opération qui accroît le pouvoir d'achat selon les suédois. « Sauf qu'il y a le saut d'index, les taxes sur la consommation, l'augmentation des soins de santé », explique Ahmed Laaouej. Qui aligne les chiffres ayant trait au risque de pauvreté (« un Belge sur cinq »), à l'accroissement des inégalités (« avec le saut d'index et la réduction des cotisations, près de 20 milliards sont passés de la poche gauche des travailleurs à la poche droite du patronat »), aux conditions de travail (« au deuxième trimestre 2017, il y a eu 36.757 temps pleins contre 11.029 temps partiels et emplois précaires »), ajoutez le développement du « travail zéro droit social », celui d'un « nouveau prolétariat », dans la dite « économie de plateforme », du type Deliveroo.

Les socialistes n'oublient pas « la double peine » infligée, selon eux, par la réforme des pensions : « Travailler plus longtemps pour gagner moins » : report de l'âge légal à 67 ans, accès à la pension anticipée plus difficile, suppression du bonus, nouveaux modes de calculs pénalisants... Résultat : « 3 ans de travail en plus pour les institutrices, 5 ans pour les enseignants du secondaire, 8 ans pour les cheminots qui veulent bénéficier de la pension anticipée, 6 ans de travail en plus pour les pompiers qui veulent compléter leur carrière... ». Plus largement, la sécurité sociale est dans le collimateur : modes de calculs moins avantageux pour les allocations de chômage, les allocations maladie, accès plus difficile aux allocations de maladie invalidité, diminution des allocations de garantie de revenus (AGR)... Exemple : « Une femme isolée, employée dans un grand magasin à 75 %, qui a 10 ans d'ancienneté, et touche un revenu de 1.309,68 euros bruts, va immédiatement voir son AGR diminuer de 268,30 à 216,3 euros par mois ». Services publics : « -28 % pour les frais de fonctionnement, -30 % pour les investissements, -10 % pour le personnel, c'est de la déglingue ». Ahmed Laaouej ponctue : « Voyez comment l'agenda libéral du "moins d'Etat" rejoint ici clairement l'agenda séparatiste du "moins de Belgique" ».

D.CI

DROITS ET LIBERTÉS

150 euros

C'est le prix de l'aide juridique aux plus démunis, gratuite jusqu'ici.

Article 15

C'est l'article de la Constitution qui consacre l'inviolabilité du domicile, mis à mal par le projet de loi sur les visites domiciliaires.

Article 3

C'est l'article de la Convention européenne des droits de l'homme imposant de ne pas renvoyer quiconque vers un pays où il court un risque de traitements inhumains ou dégradants.

« Il y a un recul des valeurs démocratiques »

« On sent bien en Belgique comme un délitement des valeurs et des règles démocratiques », attaque Ahmed Laaouej. Pour qui la N-VA en est la cause, « les autres suivent ». Le chef de groupe parle d'un « effet de contamination », d'une « hégémonie culturelle » (rapport à Gramsci), à propos des nationalistes flamands reconvertis en suédois. Il insiste : « Prenez les contre-pouvoirs, on pense aux médias entre autres, aux syndicats, aux ONG, ils sont visés, brocardés, méprisés parfois. On voit bien que les responsables de la N-VA sont partout dans la pression, dans le contournement, dans la contestation de la légitimité. Je ne dis pas que l'on est dans un Etat autoritaire, je dis qu'il y a un glissement ». C'est l'air du temps, surtout « l'accumulation de faits et gestes dans plusieurs domaines ». Le baromètre PS les passe en revue. Il énonce : le projet de loi sur les visites domiciliaires et « la criminalisation de la solidarité », les visites surprises chez les sans-emploi, la fragilisation du droit des femmes à avorter, les pressions sur les détenteurs d'un secret professionnel - médecins, assistants sociaux... -, le fichage des personnes - y compris les enfants - qui fréquentent les lieux de culte musulmans... « La lutte contre le terrorisme est essentielle et impérieuse, mais le gouvernement N-VA/MR a fait le choix de mesures qui portent atteinte aux libertés de tous sans pour autant démontrer leur efficacité », soutiennent les socialistes.

Qui relèvent encore « les atteintes au droit de grève, via le service minimum », la « mise à mal de la concertation sociale, transformée en monologue patronal, où les syndicats sont systématiquement en minorité face aux patrons et au gouvernement ». Sans oublier : « La Belgique a souvent été à la pointe pour la défense des Droits de l'homme dans le monde, c'est fini avec le gouvernement N-VA/MR : collaboration avec le régime saoudien, soutien de la candidature de l'Arabie saoudite à la commission femmes de l'ONU, refus de condamner les atteintes à l'Etat de droit en Pologne... ».

Le pouvoir judiciaire y passe : « Le ministre N-VA de l'intérieur qui critique publiquement un procès en cours, le détricotage des compétences du juge d'instruction, les coupes budgétaires dans les moyens à disposition de la Justice, avec notamment la fin de l'aide juridique, la suppression des justices de paix, la diminution des voies de recours, tout cela en défaveur des citoyens les plus modestes ».

D.CI